

Le projet Chez Soi: Transposer les données en politiques

L'influence de l'initiative Chez soi sur la politique fédérale sur l'itinérance au Canada

Eric Macnaughton Geoffrey Nelson Paula Goering Myra Piat

Équipe nationale de recherche qualitative de la Commission de la santé mentale
du Canada pour le projet Chez Soi

Le 27 septembre 2017

commissionsantementale.ca

Les résultats et analyses contenus dans la présente publication sont ceux des auteurs et sont basés sur les entretiens réalisés avec les intervenants du projet. Ils ne reflètent pas nécessairement les opinions ou les points de vue des organismes mentionnés, ni ceux de la Commission de la santé mentale du Canada.

This document is also available in English.

Ce document est accessible au www.commissionsantementale.ca.

La production de ce document a été rendue possible grâce à la contribution financière de Santé Canada.

Les vues exprimées aux présentes sont celles de la Commission de la santé mentale du Canada.

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGES CLÉS	4
RÉSUMÉ	6
REMERCIEMENTS	10
INTRODUCTION	11
RECENSION DE LA LITTÉRATURE	13
MÉTHODOLOGIE	17
Collecte de données.....	17
Analyse des données.....	18
CONSTATATIONS	20
Après le projet de démonstration : l’histoire de la durabilité et de l’impact sur les politiques.....	20
Chronologie : Événements clés et points tournants	22
Comment les éléments probants ont été transposés en politique : grands thèmes	29
La stratégie	29
Les intervenants clés et leurs rôles	33
Limites de la politique	34
Répercussions théoriques	35
Répercussions pratiques	36
Ce qui a bien fonctionné.....	36
Ce qui a moins bien fonctionné.....	37
LEÇONS APPRISES	38
RÉFÉRENCES	39
ANNEXE A	44
Script de recrutement des informateurs clés à l’échelle nationale.....	44
ANNEXE B	45
Lettre d’information des informateurs clés à l’échelle nationale.....	45
Formulaire de consentement.....	50
ANNEXE C	51
Guide d’entrevue auprès des informateurs clés à l’échelle nationale dans le cadre de la recherche sur la durabilité de <i>Chez Soi</i>	51

MESSAGES CLÉS

La présente étude examine la durabilité de l'initiative *Chez Soi* au delà de la période de démonstration du projet. Ce rapport, qui s'inscrit dans une étude plus vaste sur la durabilité des services et leurs répercussions à long terme, examine l'impact plus large de *Chez Soi* sur la politique en matière d'itinérance et l'affectation des ressources au Canada.

Faisant appel à une étude de cas qualitative reposant sur des entrevues auprès d'informateurs clés et d'autres données (p. ex. des documents de politique), le projet examine les stratégies menées au niveau fédéral par les dirigeants du projet pour assurer un « atterrissage en douceur » au projet au delà de sa fin officielle. En outre, il traite de la façon dont ces efforts sont à l'origine d'un impact à plus long terme du projet sur la politique nationale en matière d'itinérance.

En général, la stratégie a reposé sur l'approche de la transposition intégrée des connaissances qui a mobilisé des décideurs clés à tous les stades de la recherche, le but étant de remporter leur appui envers les conclusions. S'inspirant des constatations provisoires, l'équipe de leadership, de concert avec le personnel des relations gouvernementales de la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC), a lancé une campagne tous azimuts auprès d'hommes et de femmes politiques et de décideurs à divers niveaux pour tenter de les persuader de soutenir le projet. Ils ont finalement réussi à obtenir du financement de transition de la part du gouvernement fédéral et de certains gouvernements provinciaux. Cela est survenu au moment où le gouvernement fédéral examinait l'orientation de sa politique sur l'itinérance. Les données probantes tirées du projet *Chez Soi* qui ont été présentées dans le cadre des efforts visant à obtenir du financement de transition a joué un rôle important lors des délibérations politiques. En raison de cela et d'autres facteurs, le gouvernement fédéral a modifié l'orientation de sa Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) pour l'axer sur l'approche *Logement d'abord*.

S'agissant de l'efficacité de la stratégie, les informateurs clés ont mis en lumière quatre thèmes :

- 1. l'importance de preuves démontrant que le modèle *Logement d'abord* fonctionnait**, et qui étaient à la fois rigoureuses et contextuellement pertinentes;
- 2. la formulation de ces éléments probants** en termes de coût efficacité de la démarche *Logement d'abord*;
- 3. l'importance des relations entre les chercheurs**, les décideurs et leurs intermédiaires;
- 4. l'importance du choix du moment** : les éléments probants ont été présentés au moment où des décideurs fédéraux examinaient des options stratégiques pour la SPLI.

Les répercussions pratiques pour les projets de démonstration sont les suivantes :

- l'importance d'une **approche reposant sur la collaboration** en matière de lobbying (éviter d'humilier qui que ce soit);
- l'intérêt de **conclusions préliminaires** pouvant être utilisées comme outil de transposition des connaissances avant la fin de la période officielle de démonstration du projet;
- l'importance de **formuler les conclusions** (et la demande présentée aux instances gouvernementales) sous forme de plan d'action stratégique plus vaste;
- l'importance de **prévoir** si possible une période de transition à la fin du projet officiel de démonstration (et d'obtenir du financement pour cette période de transition).

RÉSUMÉ

La présente étude examine les répercussions de l'initiative *Chez Soi* sur les politiques au delà de la période de démonstration du projet. Ce rapport, qui s'inscrit dans une étude plus vaste sur la durabilité des services et leurs répercussions à long terme, examine l'impact plus large de *Chez Soi* sur la politique en matière d'itinérance au Canada. L'étude examine comment les efforts visant à assurer la durabilité d'une façon limitée, soit obtenir du financement de transition en vue d'assurer un « atterrissage en douceur » au projet au delà de sa fin officielle étaient intégralement reliés à l'impact à plus long terme du projet sur la politique nationale en matière d'itinérance ainsi que l'affectation des ressources. Elle fait ressortir l'importance des données probantes présentées par les responsables du projet *Chez Soi* ainsi que le choix du moment pour ce faire, étant donné que cela est survenu au moment où le gouvernement fédéral revoyait l'orientation de la SPLI. De plus, elle fait état des solides relations entre l'équipe de recherche et les décideurs ainsi que de la capacité des chercheurs à présenter leurs constatations intérimaires d'une façon pertinente au contexte des décideurs.

La recherche s'inspire de travaux antérieurs sur la conception (Macnaughton, Nelson et Goering, 2013), la planification (Nelson et coll., 2013; Nelson et coll., 2015) et la mise en œuvre (Macnaughton et coll., 2015; Nelson et coll., 2014) du projet *Chez Soi*. Le présent rapport, parallèlement à un rapport complémentaire sur la durabilité des programmes dans chacun des sites (Nelson et coll., 2016), présente des preuves systématiques sur la transposition des connaissances et fait un bilan pratique et un examen théorique de la façon dont la recherche est transposée en politique.

L'objet général de cette recherche est de raconter l'histoire de cet essai contrôlé aléatoire de grande portée (Nelson, Macnaughton et Goering, 2015). Les deux principales questions de la recherche sont les suivantes :

1. Quelle est l'histoire des efforts menés à l'échelle nationale pour soutenir le projet *Chez Soi* pendant une période de transition et opérer des changements dans la politique sociale?
2. Quels thèmes clés ressortent de la façon dont les constatations de la recherche ont été transposées en politique fédérale?

Compte tenu de la complexité du processus d'échange des connaissances auquel il faut faire appel pour transposer les résultats de la recherche en politique, nous avons opté pour une étude de cas, formule qui avait été recommandée comme étant la meilleure façon de comprendre cette complexité (Greenhalgh et Fahy, 2015). La formule repose principalement sur des données recueillies lors de 15 entrevues semi structurées menées auprès d'informateurs clés de l'arène politique et des domaines

des politiques stratégiques qui ont participé au projet ainsi qu'auprès des dirigeants du projet *Chez Soi* au niveau national et au niveau provincial.

Nous avons analysé les constatations ainsi recueillies pour produire une chronologie des principaux événements qui ont mené à la durabilité et dégager les thèmes communs qui sous-tendaient le processus. Par durabilité, nous faisons référence tant aux efforts visant à obtenir du financement de transition à l'aide des constatations de la recherche et les incidences plus larges de cette recherche.

Les événements clés de la chronologie de la durabilité ont été les suivants :

- Décider de recourir à une démarche de transposition intégrée des connaissances;
- Mettre sur pied un groupe de travail de la durabilité qui a réuni des dirigeants du projet *Chez Soi* et des membres clés du personnel de la CSMC (y compris de l'équipe des relations gouvernementales);
- Confirmer que le gouvernement fédéral n'allait pas poursuivre le projet au-delà de son engagement relatif à la phase de démonstration;
- Produire une demande de financement de transition à présenter au gouvernement fédéral et aux gouvernements provinciaux, qui repose sur les réussites tirées des constatations intérimaires du projet *Chez Soi*;
- Rencontrer des sources bien informées du gouvernement fédéral pour leur demander conseil sur la façon de présenter les preuves recueillies;
- S'inspirant des constatations provisoires, lancer une campagne tous azimuts auprès de nombreux décideurs des milieux de la politique et des milieux de la fonction publique afin de susciter de l'intérêt au sujet de ces constatations;
- Faire appel à des entrepreneurs en politiques clés pour qu'ils fassent connaître l'urgence de l'enjeu à des leaders politiques de premier plan;
- Négocier un accord provincial-fédéral afin d'obtenir du financement de transition pour les équipes de *Chez Soi*;
- Apprendre avant le dépôt du budget de mars 2013 que le modèle *Logement d'abord* orienterait la future politique du gouvernement en matière d'itinérance.

Les informateurs clés ont mis en lumière **quatre thèmes** ressortant de cette stratégie efficace :

1. l'importance de preuves démontrant que le modèle Logement d'abord fonctionnait, et qui étaient à la fois rigoureuses et contextuellement pertinentes;
2. la formulation de ces éléments probants en termes de coût efficacité de la démarche Logement d'abord;
3. l'importance de relations robustes entre les chercheurs, les décideurs et leurs intermédiaires;
4. l'importance du choix du moment : les éléments probants ont été présentés au moment où des décideurs fédéraux se demandaient s'il y avait lieu de poursuivre la SPLI.

En ce qui concerne les répercussions théoriques, les constatations sont conformes à la théorie des courants qui sous tendent les changements dans les politiques, à savoir qu'une politique change lorsque les trois courants que sont les problèmes, la volonté politique et les idées stratégiques convergent. Dans le cas qui nous occupe, le risque que les personnes qui avaient participé au projet *Chez Soi* perdent leur logement constituait un problème. En ce qui concerne la volonté politique, la réussite du projet et la façon dont ses résultats ont été formulés ont convaincu des décideurs clés, car elles étaient conformes au programme politique du gouvernement de l'époque (un gouvernement plus efficace). En même temps, des entrepreneurs en politiques à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement ont su exploiter une occasion qui se présentait (c'est à dire l'examen de la SPLI mené par le gouvernement) pour mettre de l'avant une idée judicieuse (s'inspirer des conclusions du projet *Chez Soi* pour orienter le renouvellement de la SPLI). Ainsi, il n'y avait pas de facteur de changement clé à proprement parler. C'est plutôt la convergence d'un certain nombre de facteurs qui a entraîné le changement politique (et l'obtention de financement de transition) : les préoccupations envers les participants, l'intervalle du renouvellement de la SPLO ainsi que la solide idée politique qui repose sur des preuves rigoureuses, exprimées d'une façon pertinente pour les décideurs.

En ce qui concerne les répercussions pratiques des projets de démonstration, l'étude a montré :

- l'importance d'une approche reposant sur la collaboration en matière de lobbying;
- l'intérêt de conclusions préliminaires pouvant être utilisées comme outil de transposition des connaissances avant la fin de la période officielle de démonstration du projet;
- l'importance de formuler les conclusions (et la demande présentée aux instances gouvernementales) sous forme de plan d'action stratégique plus vaste;
- l'importance de prévoir si possible une période de transition à la fin du projet officiel de démonstration (et d'obtenir du financement pour cette période de transition).

REMERCIEMENTS

Merci à Jessica Noble et à Lindsay Shaw qui ont retranscrit les entrevues. Nous sommes également reconnaissants à toutes les personnes qui se sont prêtées à nos entrevues pour cette recherche, à Karla Thorpe ainsi qu'à Aimée LeBlanc, de la Commission de la santé mentale du Canada, qui ont formulé des commentaires sur le présent rapport.

INTRODUCTION

Le projet *Chez Soi* est le plus vaste essai de services en santé mentale jamais réalisé au Canada. Financé par Santé Canada et mené par la Commission de la santé mentale du Canada (la CSMC), le projet a été réalisé comme un essai contrôlé aléatoire suivant plus de 2 200 personnes qui étaient jusque là sans abri dans cinq grandes villes (Vancouver, Winnipeg, Toronto, Montréal et Moncton) sur une période de deux ans (Goering et coll., 2011). Les participants aux prises avec la maladie mentale qui avaient connu une itinérance chronique ont été répartis au hasard entre le groupe *Logement d'abord* et un groupe qui allait recevoir les services habituels (GSH). Les participants du premier groupe ont été divisés en deux sous groupes, soit les participants dont les besoins étaient élevés, à qui a été offerte la gamme des services de soutien intensif dans le milieu (SIM) dans le cadre de *Logement d'abord*; et les participants dont les besoins étaient modérés, à qui a été offerte la gamme des services de soutien d'intensité variable (SIV) de *Logement d'abord*. De plus, les sites avaient l'option de proposer une troisième gamme, c'est à dire des interventions adaptées sur mesure aux conditions et aux besoins locaux; la plupart des sites ont choisi cette option de la troisième gamme de services. *Logement d'abord* est une démarche novatrice, reposant sur des éléments probants et sur des principes (p. ex. choix pour les participants, rétablissement, intégration dans la collectivité) pour mettre fin à l'itinérance chronique en dispensant des suppléments de loyer aux participants pour qu'ils puissent accéder à des logements locatifs dans des sites dispersés (habituellement des appartements privés) et en offrant des services cliniques axés sur le rétablissement dans un volet distinct de celui du logement (Aubry, Nelson et Tsemberis, 2015).

La recherche menée sur le projet *Chez Soi* a permis de constater que les programmes étaient très fidèles au modèle *Logement d'abord*, autant au début (Nelson et coll., 2014) qu'après un an d'exploitation (Macnaughton et coll., 2015). De plus, la fidélité était corrélée significativement et directement à des résultats positifs, y compris en matière de stabilité du logement, de qualité de vie et de fonctionnement dans la collectivité (Goering et coll., 2016). Après un an et après deux ans, les participants à *Logement d'abord* affichaient des résultats sensiblement plus positifs que les participants du GSH à des mesures comme la stabilité du logement, la qualité de vie et le fonctionnement dans la collectivité (Aubry et coll., 2015; Aubry et coll., 2016; Stergiopoulos et coll., 2015).

La recherche actuelle examine les répercussions du projet sur les politiques au-delà de la phase de démonstration. Dans le cadre d'une étude plus vaste sur la durabilité des services et leurs répercussions à long terme, ce rapport examine l'impact plus vaste de *Chez Soi* sur la politique en matière d'itinérance au Canada. Comme on le verra, les efforts pour assurer un « atterrissage en

douceur » au projet au delà de sa fin officielle étaient intégralement reliés à l'impact à plus long terme du projet sur la politique nationale en matière d'itinérance, étant donné que les données sur le projet *Chez Soi* ont été présentées au moment où le gouvernement fédéral revoyait sa SPLI.

Cette recherche s'inspire des travaux préalables sur la conception de *Chez Soi* (Macnaughton, Nelson et Goering, 2013), sa planification (Nelson et coll., 2013; Nelson et coll., 2015) et sa mise en œuvre (Macnaughton et coll., 2015; Nelson et coll., 2014). Il arrive rarement que des données sur les diverses phases d'un projet de démonstration, y compris ses répercussions sur les politiques, soient recueillies systématiquement. L'importance de cette étude vient de ce qu'elle est en mesure d'éclairer la nature et l'impact de la stratégie nationale de durabilité de *Chez Soi*, qui a fait appel à une démarche intégrée de transposition des connaissances. Le présent rapport, parallèlement à un rapport complémentaire sur la durabilité des programmes dans chacun des sites (Nelson et coll., 2016), est une occasion de présenter des preuves systématiques au sujet de la transposition des connaissances tout en offrant des éléments de connaissances pratiques et théoriques sur la façon dont la recherche se fraye un chemin dans la politique. Le rapport connexe qui porte sur la durabilité des équipes du projet de démonstration (financement, dotation, fidélité au modèle et influence de *Logement d'abord* sur le système de soins à l'échelle locale.

RECENSION DE LA LITTÉRATURE

Malheureusement, beaucoup de projets de démonstration efficaces dans les services de santé et les services à la personne ne sont pas maintenus, et encore moins élargis à la pratique dans les milieux communautaires au delà des sites de démonstration. Pour désigner ce phénomène, Wandersman et coll. (2008) ont parlé de fossé entre la recherche et la pratique. Cette constatation a donné lieu à l'élaboration de démarches de transposition des connaissances (TC). Les approches traditionnelles de TC ont mis l'accent sur des processus « imposés » du sommet vers la base qui sont dictés par des experts et qui tiennent très peu compte du contexte communautaire environnant qui influence inévitablement la mise en œuvre de programmes inspirés de la recherche (Jacobson, 2007; Wandersman et coll., 2008). Les limites des approches « imposées » en matière de TC ont incité les chercheurs à tenter de mieux comprendre le contexte des utilisateurs des connaissances et l'importance de la relation entre les chercheurs et les utilisateurs des connaissances (Jacobson, Butterill et Goering, 2003). Cette reconnaissance de l'importance du contexte des utilisateurs a donné lieu à l'élaboration d'approches relationnelles plus intégrées, les approches dites de transposition intégrée des connaissances (TIC) (Bullock, Watson et Goering, 2010).

Au cœur des approches de TIC se trouve la relation entre les chercheurs et les utilisateurs des connaissances. Les utilisateurs des connaissances peuvent être les décideurs, les planificateurs et les praticiens. En ce qui concerne les décideurs, dans un ouvrage intitulé *Evidence-based Policymaking*, Bogenschneider et Corbett (2010) font valoir l'importance de la relation entre les chercheurs et les décideurs. Les deux auteurs affirment qu'il est important de voir au delà des stéréotypes que les chercheurs et les décideurs peuvent entretenir les uns envers les autres. Ces stéréotypes sont bien illustrés dans cette histoire :

Un homme dans une montgolfière se rend compte qu'il s'est perdu. Après avoir réduit son altitude, il aperçoit une femme au sol et lui crie : « Excusez moi, je me demande si vous pouvez m'aider? J'avais rendez vous avec un ami il y a une heure, mais je ne sais pas où je me trouve. ». La femme : « Vous êtes dans une montgolfière à environ 30 pieds du sol. Vous êtes entre le 40e et le 41e degré de latitude nord et entre le 59e et le 60e degré de longitude ouest. » L'homme : « Vous devez être une chercheuse ». La femme : « Oui, comment le savez vous? » L'homme : « Tout ce que vous m'avez dit est techniquement exact, mais je n'ai pas la moindre idée de la façon dont je vais utiliser votre information et je ne retrouve toujours pas mon chemin. Franchement, votre réponse ne m'a pas beaucoup aidé. » La femme : « Vous devez être un décideur ». L'homme : « Oui, mais comment le savez vous? » La femme : « Vous ignorez où vous êtes et où vous allez. Vous devez votre ascension à de grandes quantités d'air chaud. Vous avez fait une promesse que vous ne savez pas comment tenir. Vous vous attendez à ce que quelqu'un règle le

problème pour vous. Et vous êtes exactement dans la même situation qu’il y a cinq minutes, sauf que maintenant, c’est de ma faute. »¹

Bogenschneider et Corbett (2010) affirment que les chercheurs doivent mieux comprendre le processus et le contexte décisionnels ainsi que les besoins des décideurs en matière de recherche. Ils soulignent également l’importance d’une relation suivie avec les décideurs et d’un engagement à long terme d’opérer des changements dans les politiques. De plus, ils préconisent une approche axée sur la sensibilisation plutôt que sur la défense des intérêts dans le travail avec les décideurs, faisant remarquer que les décideurs aiment pouvoir compter sur des chercheurs de confiance à qui ils peuvent faire appel pour obtenir des preuves et des conseils.

Lorsqu’il s’agit de TIC dans le domaine des politiques, le rôle des chercheurs ne se limite pas à fournir des preuves recueillies dans le cadre de recherches et de l’expertise technique; il doit englober aussi des consultations au sujet de politiques de rechange et de solutions aux problèmes (Goering et Wasylenki, 1993; Jacobson, Butterill et Goering, 2005). Essentiellement, les chercheurs deviennent ce qu’on a appelé des « opérateurs » (Hilgartner et Bosk, 1988) ou des « entrepreneurs » en politiques (Kingdon, 2005; Mintrom et Norman, 2009). Un opérateur ou un entrepreneur en politiques est bien placé pour faire progresser des solutions stratégiques dans un environnement où de multiples problèmes se font concurrence pour devenir le centre d’intérêt des politiques (Hilgartner et Bosk, 1988). Kingdon (2005) a fait valoir que les entrepreneurs en politiques reconnaissent les créneaux à exploiter lorsque les trois courants que sont les problèmes, la volonté politique et les idées stratégiques convergent – et sont capables de les exploiter. Les termes dans lesquels les problèmes et les solutions sont formulés sont un élément important pour opérer des changements (Benford et Snow, 2000; Fischer, 2003; Humphreys et Rappaport, 1993). Les entrepreneurs en politiques sont capables de formuler les problèmes et les solutions en des termes qui alignent de multiples intervenants de l’arène politique sur une option stratégique – les initiés au sein du gouvernement, les membres de la communauté et les organismes communautaires qui ont des intérêts en jeu. Les entrepreneurs en politiques reconnaissent que même si les preuves découlant des recherches sont importantes, elles ne sont qu’une composante du processus de modification des politiques. L’analyse discursive des politiques (Fischer, 2003) qui a recours à une métaphore tirée du théâtre (Greenhalgh et Russell, 2005; Hilgartner et Bosk, 1988) présente une vue contextualisée de la façon dont les résultats de la recherche peuvent être transposés en politique.

¹ Merci à Ray DeV. Peters, de l’Université Queen’s, pour cette histoire.

Dans le domaine des politiques, la TIC peut être utilisée à diverses fins. L'un des buts de la TIC est de promouvoir la durabilité ou le maintien de programmes reposant sur des éléments probants au delà d'une période de recherche-démonstration (Savaya et Spiro, 2012; Scheirer et Dearing, 2011; Schell et coll., 2013; Stirman et coll., 2012). Un autre but de la TIC est d'élargir ou d'approfondir un programme reposant sur des éléments probants (Westley, Antadze, Riddell, Robinson et Geobey, 2014). Élargir un programme, c'est l'étendre à d'autres milieux. L'approfondir, c'est opérer des changements de plus grande échelle dans le système. Dans le cas de *Logement d'abord*, l'élargissement passe par la création de nouveaux programmes *Logement d'abord*, tandis que l'approfondissement passe par des changements dans les politiques pour convertir le logement et les services au modèle *Logement d'abord* (Goering et Tsemberis, 2014; Nelson, 2013).

En matière de logement et de santé mentale, peu de recherches ont été faites relativement aux répercussions de la TIC sur la durabilité des programmes ou la transformation des politiques. Dans le contexte de *Logement d'abord* aux États Unis, une étude de cas réalisée par Stanhope et Dunn (2011) indique que les preuves à elles seules ne sont pas suffisantes pour expliquer pourquoi l'administration du président G. W. Bush a adopté le modèle *Logement d'abord* comme politique pour lutter contre l'itinérance chronique. Les auteurs notent les limites de l'analyse de la politique reposant sur des éléments probants et font valoir que l'approche discursive en matière de politique dont il a été question plus tôt représente une approche théorique plus robuste pour comprendre le changement opéré dans la politique. Steadman et coll. (2003) ont examiné la durabilité du programme ACCESS (Access to Community Care and Effective Services and Supports) qui a fait l'objet d'un projet de démonstration d'une durée de cinq ans aux États Unis. Même si 17 des 18 sites de démonstration d'ACCESS se sont maintenus après la fin du financement fédéral, la façon dont les services étaient dispensés a subi des transformations importantes, notamment réductions dans le personnel, ratios prestataires-employé plus élevés, changements dans les critères d'admissibilité et réduction de la clientèle desservie. Plusieurs sites ont réussi à obtenir du financement fédéral, du financement de l'État ou du financement local ou étaient en train de présenter une demande de financement.

Les facteurs les plus fréquemment mentionnés qui ont permis aux sites d'obtenir du financement étaient les suivants :

- les **preuves recueillies par la recherche** menée pendant la phase de démonstration, y compris les conclusions intérimaires;
- un **environnement politique favorable**; et

- la présence de « **champions** » d'ACCESS qui soutenaient le programme.

Ainsi, la recherche autant que des facteurs contextuels ont concouru à la durabilité du programme ACCESS.

En résumé, la TIC a été utilisée pour combler l'écart entre la recherche et la pratique et est prometteuse comme stratégie visant à transposer la recherche en politique. Les chercheurs qui savent s'y retrouver dans le domaine des politiques sont non seulement en mesure de canaliser les preuves en vue du choix d'options stratégiques, mais aussi de tirer profit de créneaux de transformation des politiques en formulant les problèmes et les solutions dans les bons termes et en réunissant une coalition d'initiés et d'intervenants de l'extérieur qui sont en mesure de promouvoir la modification des politiques.

OBJET DE LA RECHERCHE ET QUESTIONS EXAMINÉES

L'objet global de cette recherche est de raconter l'histoire de cet essai contrôlé aléatoire de grande envergure (Nelson, Macnaughton et Goering, 2015). Les deux grandes questions qui ont été examinées sont les suivantes :

1. Quelle est l'histoire des efforts menés à l'échelle nationale pour soutenir le projet *Chez Soi* pendant une période de transition et opérer des changements dans la politique sociale?
2. Quels thèmes clés ressortent de la façon dont les conclusions de la recherche ont influencé la politique fédérale?

MÉTHODOLOGIE

Collecte de données

Vu la complexité du processus d'échange des connaissances se rapportant à la transposition de la recherche en politique, nous avons retenu la formule de l'étude de cas, qui a été recommandée comme étant la meilleure façon de comprendre pareille complexité (Greenhalgh et Fahy, 2015). La formule de l'étude de cas repose principalement sur des données recueillies dans le cadre de 15 entrevues semi structurées menées auprès d'informateurs clés des sphères de la vie politique et des stratégies qui ont participé au projet ainsi qu'auprès de dirigeants du projet *Chez Soi* au niveau national et au niveau provincial. Ce sont les membres de l'équipe de recherche qui ont déterminé les participants et qui ont communiqué avec eux (voir l'annexe A); les participants se sont vu remettre une lettre d'information et un formulaire de consentement (voir l'annexe B). Seulement deux des dix sept personnes pressenties ont refusé de participer à la recherche pour des raisons de disponibilité. Onze entrevues ont été menées par téléphone et quatre en personne. Toutes les entrevues ont été enregistrées et tous les enregistrements ont été retranscrits. Les entrevues, qui ont eu lieu entre janvier 2015 et juillet 2015, se sont faites à partir d'un guide d'entrevue semi structuré (voir l'annexe C). Aux entrevues s'est ajoutée une recherche complémentaire dans des documents d'archives pour la période visée, y compris des articles parus dans les médias, de la correspondance, des notes de réunion et des documents stratégiques.

Analyse des données

Les principaux objectifs de l'analyse étaient les suivants :

- synthétiser les entrevues des informateurs clés et les données secondaires pour produire un compte rendu narratif de l'histoire de la durabilité à l'échelle nationale dans les sites de *Chez Soi*, y compris une description du changement, ainsi que des événements majeurs ou des points tournants qui ont précédé le changement;
- définir les thèmes se rapportant aux concepts de sensibilisation qui figurent dans le guide d'entrevue, notamment la nature de la stratégie, les principaux joueurs, le rôle des divers organismes et les limites du changement;
- définir les thèmes transversaux ou les processus qui se retrouvaient dans les thèmes définis aux étapes précédentes de l'analyse ou qui allaient au delà.

L'approche, qui s'est appuyée sur l'analyse comparative constante telle qu'elle se pratique dans la théorie à base empirique) (Charmaz, 2002) et d'autres démarches analytiques (Braun et Clarke, 2006), a compris les éléments suivants :

- **un codage ouvert ou initial**, qui consiste à repérer des éléments apparemment semblables dans les données qui se reproduisent ou qui semblent ressortir comme étant des enjeux ou des thèmes significatifs, puis à leur attribuer des étiquettes provisoires (des codes);
- **un codage ciblé (ou thématique)**, qui consiste à définir des catégories plus robustes et qui peut nécessiter que certaines données soient recodées pour être regroupées selon les thèmes émergents; si c'est pertinent, les thèmes seront regroupés en fonction du groupe d'intervenants; et s'il y a lieu :
- **un codage théorique**, qui peut consister à déterminer comment les différents thèmes se rapportent les uns aux autres, à définir un processus plus vaste qui va au delà des thèmes individuels.

En plus de ce processus de codage, un sommaire a été produit de chaque entrevue et les sommaires ont été remis aux quatre chercheurs de l'équipe. Les chercheurs ont discuté de ces sommaires et partagé leurs impressions générales. Ces discussions ont aidé à formuler l'analyse et l'interprétation des données.

Les mesures suivantes ont été prises pour assurer la qualité des données et la rigueur de l'analyse :

- double vérification des transcriptions;
- production de notes de service pour rendre compte des décisions de codage individuelles et des intuitions;
- adoption d'une approche collégiale pour la prise des décisions de codage et leur validation en équipe;
- vérification par les participants (l'analyse préliminaire des données a été transmise aux participants, ce qui allait permettre d'en confirmer la fiabilité);
- documentation des expériences des chercheurs qui pourraient se répercuter sur les décisions relatives aux analyses.

CONSTATATIONS

Nous présentons ci dessous les constatations qui ont été tirées de l’histoire de la durabilité de l’initiative dans une perspective nationale. Elle décrit comment la présentation des données probantes du projet *Chez Soi* était associée aux demandes présentées aux autorités pour assurer le maintien du projet (ou assurer un financement de transition). Elle montre également l’impact du projet sur la politique du gouvernement fédéral en matière d’itinérance. La première section présente l’impact de la politique selon la chronologie des événements, tandis que la deuxième montre les constats selon une perspective thématique.

Après le projet de démonstration : l’histoire de la durabilité et de l’impact sur les politiques

Antécédents

Dès le début, on s’est demandé ce qui arriverait à la fin du projet et comment maintenir les équipes cliniques et les équipes de logement si l’approche se révélait efficace. La durabilité ne consistait pas seulement à soutenir les équipes, car l’enjeu était de voir l’approche intégrée aux politiques provinciales et fédérales. Pendant les dix années précédentes, la politique du gouvernement fédéral en matière d’itinérance, qui avait joué un rôle relativement mineur, mais néanmoins significatif, avait été menée dans le cadre de la SPLI, qui avait versé du financement direct à des programmes dans 61 collectivités urbaines ainsi que dans des collectivités autochtones, rurales et éloignées d’un bout à l’autre du Canada pour les aider à répondre aux besoins des personnes itinérantes.

Au moment de l’initiative *Chez Soi*, la SPLI était en train d’être réexaminée, car le programme doit faire l’objet d’un examen périodique. Elle a vu le jour en 1999, au moment où l’itinérance devenait une préoccupation nationale. Le gouvernement fédéral a créé un programme de « subventions et contributions », qui s’appelait l’Initiative nationale pour les sans-abri. Dans le cadre du processus de considération relatif à la date de renouvellement possible du programme (qui arrivait à échéance en avril 2014), il existait des préoccupations quant à la capacité de démontrer son efficacité. Cela avait notamment trait à la difficulté d’intégrer différents secteurs et niveaux en vue de remédier au problème de l’itinérance, de façon à ce que personne ne contrôle tous les facteurs clés et à que les mouvements reposent sur des partenariats à de multiples niveaux, qu’il faut du temps pour mettre en place.

Dans le même ordre d'idées, le cadre politique de la SPLI faisait référence à l'approche *Logement d'abord* et le gouvernement fédéral s'intéressait à celle-ci. D'un autre côté, la majorité des données probantes à l'appui de cette approche provenaient des États-Unis et on ignorait si le modèle pourrait être mis en œuvre dans différents contextes canadiens. Par ailleurs, on savait que le gouvernement conservateur de l'époque voulait réduire la taille de la machine gouvernementale et qu'il favorisait la délégation de responsabilités aux autres ordres de gouvernement. Même si le gouvernement fédéral est actif dans le domaine du logement, il s'agit en fait d'une responsabilité provinciale.

Comme on l'a mentionné, les dirigeants du projet *Chez Soi* étaient sensibilisés à la nécessité de réfléchir stratégiquement à la durabilité, et pendant les premières phases de l'initiative, ils ont mis systématiquement l'accent sur la nécessité de « penser durabilité dès le premier jour ». Une partie intégrale de la stratégie était d'adopter une approche de transposition interactive des connaissances (TIC), qui supposait de rallier les décideurs au processus de recherche, notamment en constituant un groupe de travail national et des groupes consultatifs des sites au niveau local. L'hypothèse de travail était que cette mobilisation allait accroître la pertinence de la recherche par rapport aux préoccupations des décideurs et ainsi accroître les chances qu'ils finissent par donner leur adhésion aux résultats. On ignorait toutefois quel ordre de gouvernement serait responsable d'appliquer les résultats.

Compte tenu des complexités de la mise en œuvre et de la nécessité de se concentrer sur la recherche, il a été difficile de continuer de se concentrer activement sur la durabilité et sur la notion plus vaste de ce que pouvait signifier la durabilité, y compris l'élargissement plus général de l'approche et son impact sur les politiques. Toutefois, au moment où les résultats intérimaires du projet ont été rassemblés (2011), la question de la durabilité était revenue sur le devant de la scène et les dirigeants du projet envisageaient la durabilité de manière plus explicite et plus stratégique. Étant donné la complexité du contexte des politiques en matière d'itinérance, qui réunissait des joueurs fédéraux, provinciaux et locaux, il était évident que cette demande devait être adressée à tous les ordres de gouvernement.

Plus tard au cours de l'été de 2011, le sentiment d'urgence s'est accentué lorsqu'il devint évident que le gouvernement fédéral n'avait pas l'intention de revenir sur l'accord initial selon lequel il ne financerait pas les équipes au delà de la fin du projet pilote en mars 2013. La demande à adresser aux gouvernements avait été considérée jusque là en termes généraux, mais devant la fin imminente du projet, ses dirigeants ont mis l'accent sur une préoccupation plus immédiate, c'est à dire d'obtenir du financement pour une période de transition au delà de la fin formelle du projet, pour que les résultats

finals puissent être analysés et que les participants puissent conserver leur logement pendant toute cette période et au delà.

Comme il en sera question dans la prochaine section, les dirigeants du projet étaient de plus en plus conscients de l'urgence de la situation et ont reconnu qu'il fallait influencer les principaux leaders politiques à tous les niveaux. La stratégie qui en est ressortie a donc combiné un échange intégré de connaissances et une campagne de militantisme tous azimuts en vue de mobiliser les décideurs des milieux administratifs et politiques. À partir des résultats intérimaires, les dirigeants du projet et l'équipe des relations gouvernementales de la CSMC ont mené un effort « sans relâche », comme quelqu'un l'a qualifié. Après avoir produit un exposé assorti de diapositives, ils ont tenu une série de réunions de breffage dans toutes les directions avec des décideurs fédéraux et provinciaux de l'arène politique et d'autres sphères des politiques gouvernementales. La prochaine section présente l'histoire intégrale de la stratégie de durabilité qui a été mise sur pied et la façon dont les joueurs de premier plan (c'est à dire les chercheurs, les courtiers du savoir et les décideurs) se sont entendus pour assurer un atterrissage en douceur au projet et à ses participants, ce qui en même temps a changé l'orientation de la politique fédérale en matière d'itinérance. Tel que mentionné précédemment, cela faisait l'objet d'un examen au moment où des efforts étaient déployés pour maintenir en place les équipes du projet *Chez Soi*.

Chronologie : Événements clés et points tournants

Au début de 2011, les dirigeants de *Chez Soi* se sont concentrés sur une question précise : comment faire en sorte que les participants puissent conserver leur logement à la fin du projet. Ils voulaient également assurer le maintien du programme, voire même son expansion, pour inclure les personnes du groupe-témoin des services habituels, qui n'avaient pas eu de soutien en matière de logement ni de soutien clinique pendant l'initiative. Ils espéraient également que les connaissances obtenues dans le cadre de l'étude viendraient influencer sur la politique et la pratique de façon plus vaste. Ils s'étaient d'ailleurs engagés à créer des produits du savoir qui pourraient être utiles même après le projet.

Même si cette notion de durabilité était intégrée au projet dans sa forme initiale, il était difficile de continuer de se concentrer sans relâche sur cette question. Selon un informateur clé, « ça prendrait un organisme pas mal clairvoyant pour envisager l'avenir tout en essayant de lancer un projet sur une période très serrée avec un énorme budget et de multiples intervenants ». À mi chemin du projet, une fois les constatations intérimaires réunies, plusieurs membres du projet ont commencé à se dire qu'il fallait se concentrer plus étroitement sur la durabilité. C'est ainsi qu'en janvier 2011, les dirigeants ont

constitué une équipe de travail de la durabilité et ont amorcé une première série de réunions avec des décideurs gouvernementaux.

Comme l'a affirmé un membre de l'équipe de direction de *Chez Soi* au sujet des efforts menés à l'époque, « nous ne savions pas d'où la durabilité allait venir; du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, individuellement, nous tentions de sonner à toutes les portes auxquelles nous pouvions sonner... nous tentions de créer un créneau pour cette politique dans l'idée du gouvernement à ce moment là ». Le moment était favorable pour ces réunions, car les constatations intérimaires étaient en train d'être réunies. Comme quelqu'un l'a dit :

« je pense que la recherche a permis de jeter les bases de la conversation. Notre crédibilité était assurée d'entrée de jeu, d'autant plus que c'était un essai contrôlé randomisé. Nous avons recueilli des conclusions très robustes au moyen d'une méthodologie très rigoureuse. »

Selon un informateur clé de la CSMC, qui parlait d'information obtenue d'une source gouvernementale, un événement important s'était produit au fédéral pendant cette période de réunions initiales, à savoir une séance d'information avec la ministre Diane Finley au printemps de 2011. On savait à l'époque dans les cercles gouvernementaux que la ministre Finley souhaitait favoriser l'innovation et améliorer le rendement de la SPLI. Selon la source gouvernementale, il est devenu évident après cette réunion que la ministre avait été impressionnée par les données sur le projet *Chez Soi* en tant qu'approche efficace et novatrice, qu'elle se préoccupait du sort de ses participants et qu'elle était intéressée à intégrer l'approche *Logement d'abord* à la SPLI. Mais même avec l'intérêt du ministère dirigé par la ministre Finley, qui s'appelait à l'époque Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), toutes les options étaient prises en considération. Selon un informateur gouvernemental :

« il était [encore] possible que le gouvernement choisisse une autre option et il aurait pu céder la responsabilité aux provinces et territoires parce que franchement... dans une perspective stratégique générale, le gouvernement de l'époque accordait beaucoup d'importance à la décentralisation et à la clarification des rôles et des responsabilités de chaque palier de gouvernement ».

Plus tard à l'été de 2011, l'équipe de direction de *Chez Soi* a reçu la confirmation que le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de Santé Canada, ne financerait pas la poursuite de l'initiative, malgré l'espoir qu'il reviendrait sur l'accord conclu au début du projet. Un informateur clé a décrit la réunion lors de laquelle cela est devenu évident pour l'équipe de direction de la CSMC. Cette dernière s'est

galvanisée pour agir et la CSMC a mobilisé les ressources et le personnel de son service des relations gouvernementales pour l'élaboration d'une stratégie de durabilité plus concertée. Parallèlement, les discussions internes à la CSMC ont commencé à porter sur l'objectif de trouver du financement pour une période de transition qui permettait d'assurer un atterrissage en douceur à l'initiative : veiller à ce que le logement des participants ne soit pas compromis; que le financement des services de soutien se poursuive; et que l'attention se concentre sur la tâche de réunir les résultats finals de l'étude.

C'est ainsi qu'en décembre 2011, le département des relations gouvernementales de la CSMC a commencé à jouer un rôle de plus en plus important et a coordonné une deuxième série de réunions entre les dirigeants de *Chez Soi*, les chercheurs et les décideurs gouvernementaux au provincial et au fédéral. Comme l'a expliqué la directrice des relations gouvernementales de la CSMC, cette nouvelle stratégie allait consister à élargir l'approche de la transposition intégrée des connaissances pour y inclure une composante axée sur l'arène politique :

« [l'équipe de *Chez Soi*] disposait d'un assez bon réseau de fonctionnaires concernés du Ministère et avait eu beaucoup de contacts avec eux pour les comptes rendus et bien d'autres choses, mais la classe politique, même si elle avait été mise au courant du projet, n'avait pas nécessairement été mise au courant des arguments en faveur de l'investissement, alors qu'en réalité, ce que nous voulions, c'était de formuler les résultats de la recherche d'une façon qui serait comprise et qui aiderait peut être les hommes et les femmes politiques au gouvernement à comprendre l'intérêt bien réel d'un tel investissement. »

Les réunions ont donc compris le personnel politique, des hommes et des femmes politiques (ministres et députés) et des fonctionnaires.

Selon l'informateur de l'équipe des relations gouvernementales de la CSMC, un conseiller en politique sociale au bureau du premier ministre a donné un conseil de première importance lors d'une réunion qui s'est tenue à la fin de l'hiver de 2012. À la question de savoir quelle serait la meilleure façon de présenter leurs arguments, le conseiller a répondu ce qui suit :

« ne m'apportez pas un projet qui va demander des investissements supplémentaires dans la lutte contre l'itinérance; donnez moi un projet qui va permettre d'utiliser autrement les fonds que le gouvernement investit déjà dans un programme qui n'est pas efficace. »

Le conseiller a également expliqué à quel point il était important d'informer les membres subalternes du personnel politique, ajoutant que « dans ce gouvernement, c'est impossible d'obtenir d'un ministre

(du Cabinet) qu'il défende un enjeu comme celui là à moins qu'il sache à l'avance qu'il aura suffisamment de soutien parmi les membres du caucus ».

En dépit de certaines réunions décourageantes, la CSMC a constaté qu'il y avait un certain soutien pour le projet, une bonne volonté, un sentiment de « propriété » envers le projet à l'intérieur du gouvernement, y compris dans le réseau des décideurs qui avaient été invités à faire partie des comités consultatifs de l'initiative. Il s'agissait de personnes du ministère de la Santé (le bailleur de fonds du projet) et de RHDCC (le bailleur de fonds de la SPLI). Comme un informateur de la CSMC l'a dit, « on avait l'impression qu'ils appréciaient la recherche et les efforts que nous menions et qu'ils en étaient fiers, mais ils savaient qu'ils ne pourraient pas convaincre les décideurs ». Le groupe de travail national était composé de représentants de Santé Canada et d'EDSC, du bailleur de fonds du projet ainsi que du programme *Logement d'abord*. Un informateur clé a fait ressortir l'importance d'avoir intégré ces personnes au groupe de travail de la CSMC puisque cela a permis d'établir des liens entre les constatations du projet *Chez Soi* et la question politique plus vaste entourant le renouvellement de la SPLI. À cette époque, les chefs de file s'intéressaient cependant au projet de démonstration en tant que tel et n'étaient pas au courant des délibérations entourant le programme *Logement d'abord*.

Lors de réunions subséquentes au sujet de la version provisoire des constatations intérimaires, les fonctionnaires du gouvernement ont donné des conseils détaillés sur la meilleure façon de formuler les résultats, y compris sur la crédibilité de certains porte parole. Au début, la CSMC avait présenté des constatations préliminaires de nature généralement qualitative, mais on lui a conseillé d'affiner son message. Aux dires d'un informateur clé au gouvernement :

« au début, on avait l'impression que la version provisoire de l'étude ne répondait pas aux questions auxquelles nous voulions des réponses. Nous avons donc fait des pressions pour obtenir des données quantitatives, pour que la CSMC quantifie ses résultats. »

Ultérieurement, certaines constatations intérimaires ont été présentées sous forme quantitative, et elles montraient les résultats positifs obtenus par les participants ainsi que les gains d'efficacité que le modèle *Logement d'abord* avait permis de réaliser.

Certains progrès avaient été réalisés dans les coulisses, mais le sentiment d'urgence allait croissant chez les dirigeants de *Chez Soi*, car les réunions se sont succédé pendant plusieurs mois sans qu'aucune décision ne soit prise au sujet du financement de transition. Des réunions avaient lieu depuis l'hiver de 2012, mais l'été approchait et il restait moins d'un an avant la fin formelle du projet en mars 2013. Comme un informant l'a dit :

« je pensais qu'à ce moment là, un engagement aurait été pris en faveur d'un nouveau plan de transition qui nous aurait permis de rassurer les gens et ils sauraient ce qui se passait, mais les choses s'éternisaient. »

Comme plus d'un palier de gouvernement avait son mot à dire, on ne savait pas au juste qui assumerait la responsabilité. Il fallait aussi garder en tête que les processus qui exigent des négociations entre de multiples ordres de gouvernement avancent souvent très lentement. Selon un informateur clé :

« c'était un bel exemple de fédéralisme à l'ancienne : les provinces ne voulaient pas investir tant que le fédéral ne serait pas prêt à investir. Et le fédéral n'était pas prêt à investir à moins que les provinces investissent elles aussi. »

Compte tenu de ces difficultés et de la tension qui ne cessait d'augmenter dans l'attente d'une décision qui ne venait pas au sujet du financement de transition, les dirigeants du projet *Chez Soi* ont encouragé le sénateur Kirby, qui n'était plus président du CA de la CSMC à ce moment là, à s'impliquer davantage dans le projet. Voici ce qu'a dit un informateur interne de *Chez Soi* au sujet de la raison pour laquelle le sénateur Kirby allait jouer un rôle plus important : « il avait des contacts et était politiquement astucieux comme personne ». Le sénateur Kirby a donc participé de plus en plus aux discussions avec les décideurs fédéraux et provinciaux, y compris les sous ministres provinciaux de la Santé qui, compte tenu de la structure de la CSMC, étaient membres d'office de son CA. Une réunion importante a eu lieu en juin 2012 au cours de laquelle Mike Kirby et Catharine Hume, de la CSMC, ont présenté un exposé à Graham Whitmarsh, sous ministre de la Santé de la Colombie-Britannique, au sujet des résultats intérimaires positifs. Comme un informateur clé interne de *Chez Soi* l'a mentionné au sujet du rôle de M. Whitmarsh : « il y a eu un revirement de situation à partir de ce moment là, car le sous ministre a décidé de parler à ses homologues des autres provinces, sauf le Québec ».

Un mois après la réunion, M. Whitmarsh a écrit aux sous ministres fédéraux concernés pour demander un dialogue sur la question du financement de transition. Un mois plus tard, le 15 août 2012, M. Whitmarsh a écrit une lettre de suivi, cette fois au nom de trois autres provinces, pour demander à nouveau un dialogue et faire état de l'engagement pris du côté provincial pour soutenir une période de transition pour les services de soutien si le gouvernement fédéral assurait que le volet logement se poursuivrait. Le même jour, c'est à dire le 15 août 2012, le sénateur Kirby a communiqué avec un très haut fonctionnaire du bureau du premier ministre. Cette discussion s'inscrivait dans une série

d'interactions entre le sénateur et le haut fonctionnaire et en fin de compte, le bureau du premier ministre a accepté de transmettre le dossier à d'autres ministères concernés, y compris le Bureau du Conseil privé, Finances et RHDCC.

Selon l'informateur au bureau du premier ministre, les premières lettres des provinces n'étaient pas convaincantes en soi. De plus, certains hauts fonctionnaires des ministères fédéraux concernés n'étaient pas disposés au début à répondre à des représentants des gouvernements provinciaux. Ils se demandaient si les provinces n'exploiteraient pas le risque que des participants de *Chez Soi* perdent leur logement comme d'un levier pour obtenir du financement fédéral dans un dossier qui était de compétence provinciale. En dépit de la résistance initiale, un membre important du personnel du bureau du premier ministre avait trouvé très crédible la version préliminaire des constatations intérimaires. Comme un informateur l'a dit :

« ce fonctionnaire, qui avait un doctorat en recherche en santé, avait compris qu'il s'agissait d'une politique publique qui avait obtenu des résultats très efficaces, compte tenu des sommes dépensées, par rapport à d'autres options. »

Au même moment, il commençait à y avoir un plus grand soutien pour l'initiative et pour *Logement d'abord*, en tant qu'orientation politique à RHDCC.

En octobre 2012, un membre supérieur du personnel de *Chez Soi* de la CSMC qui était en même temps un informateur clé de cette étude a appris « sous le sceau de la confiance » que le gouvernement fédéral prendrait l'engagement d'assurer un financement de transition au projet et une entente a été rendue publique le mois suivant. À partir de novembre, cette personne et la directrice générale de la SPLI, ont tenu des réunions avec leurs homologues provinciaux en vue de conclure une série d'ententes bilatérales visant à signer des ententes de financement à chaque site sauf celui du Québec.

Une autre réunion a eu lieu en janvier 2013; il s'agissait d'une séance d'information à laquelle le ministre fédéral des Finances, M. Flaherty, a assisté avec Louise Bradley et le Dr David Goldbloom, nouveau président du CA de la CSMC. À la fin de cette réunion, le ministre Flaherty, qui, de toute évidence, avait été très impressionné par les résultats et à qui cet enjeu tenait à cœur, a déclaré « nous allons trouver une solution ».

En dépit de l'importance apparente de la réunion de janvier 2013 avec le ministre Flaherty pour le maintien de la SPLI et la réorientation de la politique (lors de laquelle le ministre a fait part de son grand appui au président du CA de la CSMC, David Goldbloom), la décision de financer la SPLI a été prise en réalité avant qu'un financement de transition ne soit accordé à *Chez Soi*, d'après un informateur clé du gouvernement fédéral qui connaissait bien le dossier. Comme on l'a vu ci dessus, cela s'est passé en octobre 2012. Selon cet informateur, la décision plus vaste concernant la politique de la SPLI a été prise en premier, puis, en partie par « inquiétude pour le sort des participants », la décision d'accorder un financement de transition est venue plus tard. Cette personne a également dit que la décision d'accorder un financement de transition a été prise pour assurer un solide déploiement de la décision stratégique plus vaste, qui aurait été compromise si les participants de *Chez Soi* avaient été laissés à eux mêmes.

Même si l'importance de la réunion de janvier avec le ministre Flaherty au sujet de la durabilité a peut-être été surévaluée, certains informateurs clés sont d'avis que le soutien du ministre a été crucial. Quelques uns ont mentionné son soutien initial pour le projet *Chez Soi* ainsi que son intérêt continu. Deux informateurs ont aussi mentionné une réunion positive qui a eu lieu à la fin de l'été 2012 avec une députée provinciale de l'Ontario, Christine Elliot, elle aussi connue pour son intérêt envers les enjeux de la santé mentale, et qui, par coïncidence, était l'épouse du ministre Flaherty. Le député fédéral de Mississauga, Brad Butt, avait également assisté à cette réunion d'août 2012.

Finalement, en mars 2013, quelques jours avant le dépôt du budget fédéral, Louise Bradley, PDG de la CSMC, a reçu un appel téléphonique l'informant que la SPLI serait prolongée de cinq ans et qu'elle serait révisée et centrée sur le modèle *Logement d'abord*. Un montant total de 600 millions de dollars a été accordé à la SPLI pour la période de 2014 à 2019. Les 10 grandes communautés canadiennes qui touchaient 80 % du financement communautaire de la SPLI allaient être tenues d'investir au moins 65 % de ce financement dans le modèle *Logement d'abord* à compter du 1er avril 2015. Toutes les autres collectivités qui touchaient du financement de plus de 200 000 \$, y compris des collectivités autochtones, allaient devoir investir au moins 40 % du financement dans *Logement d'abord*. De plus, la population cible du financement de la SPLI allait devenir celle des personnes qui étaient sans abri de manière chronique ou de manière épisodique.

D'autres informateurs clés avaient leurs idées pour expliquer le changement politique. Selon l'un de ces informateurs, « des preuves solides présentées au bon moment ont permis au gouvernement de dire, ou de penser, que le fédéral avait un important rôle de leadership à jouer pour continuer de s'intéresser à l'enjeu de l'itinérance, compte tenu des preuves existantes » et que le moment était particulièrement bien choisi car une décision devait être prise au sujet du maintien de la SPLI. Les

données probantes à l'appui du financement de transition (soit les constatations intérimaires du projet *Chez Soi* ont été présentées au moment où l'on s'apprêtait à prendre des décisions politiques plus vastes. Avant les pressions exercées en vue d'obtenir du financement de transition, les résultats hâtifs du projet avaient également éclairé la réflexion à RHDC, lors d'un processus itératif graduel auquel « toutes les bonnes personnes » prenaient part. Comme une personne l'a fait remarquer, « toutes les conditions étaient réunies ».

Comment les éléments probants ont été transposés en politique : grands thèmes

Nous verrons dans cette section les thèmes sous-jacents se rapportant à la façon dont les preuves tirées de *Chez Soi* ont été transposées en politique. Nous discuterons également de ces thèmes dans l'optique de la stratégie, des intervenants et des relations; il y sera également question des limites de la politique.

La stratégie

En ce qui concerne la stratégie, trois grands thèmes sont revenus à plusieurs reprises dans les propos des informateurs clés, c'est à dire :

1. l'importance des preuves;
2. la façon dont les preuves ont été formulées; et
3. l'importance des relations entre les chercheurs, les décideurs et leurs intermédiaires.

Un autre thème secondaire s'est dégagé des thèmes principaux, à savoir l'importance du choix du moment.

Les preuves

Beaucoup de participants ont souligné l'importance des résultats eux-mêmes. Selon un informateur clé, « il ne faut pas oublier que ça n'a marché que parce que la recherche était de grande qualité ». Il a pris soin de préciser que les preuves à elles seules ne suffisent pas, et que « ce n'est pas toujours vrai que d'excellentes recherches sont transposées dans la réalité ». Il a ajouté toutefois que dans le cas en question, les résultats ne se seraient pas concrétisés aussi rapidement si la recherche n'avait pas été extrêmement impressionnante :

« Ce qui est absolument vrai, c'est que ça n'arrive jamais que les résultats d'une recherche soient mis en œuvre aussi rapidement. Je n'ai jamais rien vu de si rapide [et ça ne serait jamais arrivé] si la recherche n'avait pas été absolument spectaculaire. »

Le choix du moment entourant ces preuves était également important, car il a permis aux résultats d'éclairer rapidement les décisions politiques en lien avec l'avenir de la SPLI après avril 2014.

D'autres intervenants ont dit que ce n'était pas seulement la rigueur de la recherche qui avait joué, mais aussi sa pertinence dans le contexte canadien. D'après un intervenant du gouvernement :

« je pense que *Chez Soi* a vraiment été en mesure de prouver aux gens, particulièrement dans l'arène politique, comment *Logement d'abord* pourrait fonctionner dans des collectivités grandes et petites dont les populations sont différentes, composées d'Autochtones [et de non Autochtones]... ça pourrait fonctionner partout au pays avec différents modèles. Et je pense que c'était vraiment important [dans ce sens] d'en démontrer la réussite. »

De plus, les informateurs clés ont fait remarquer que l'étude s'inscrivait dans le contexte plus vaste de tous les éléments de preuve qui s'accumulaient ailleurs au Canada et dans d'autres pays, et qu'elle correspondait à un mouvement de fond. Comme un informateur clé l'a dit : « En Alberta, on a commencé à appliquer le modèle *Logement d'abord* parce qu'on en avait entendu parler aux États Unis. Nous l'avons vu, nous avons lu ce qui s'est écrit au sujet de Philip Mangano [le « tsar du logement » aux États Unis] et il est venu en Alberta nous prêcher la bonne nouvelle de la fin de l'itinérance. Et nous avons entendu parler de Sam Tsemberis et de *Logement d'abord*. Alors ce qui se passe au Canada s'inscrit aussi dans une tendance. »

La façon de formuler les preuves

Pour de nombreux informateurs clés, ce ne sont pas seulement les preuves qui ont compté, mais aussi la façon dont elles ont été formulées et communiquées aux décideurs. À ce sujet, un informateur clé a dit « vous savez, la formulation a joué un rôle aussi important que les preuves en soi. Alors oui, c'était très important ». Les résultats financiers en particulier ont revêtu une importance significative dans le contexte politique. Selon un chercheur de premier plan :

« c'était des économies de 20 \$ pour un investissement de 10 \$ dont les gens voulaient entendre parler et l'argument est revenu systématiquement dans les conversations. Nous l'avons vu dans les journaux. Nous l'avons vu dans le communiqué de presse. Nous l'avons vu partout. »

De dire un autre informateur clé au gouvernement : « c'est un argument plus facile à comprendre que si quelqu'un tente de vous expliquer pourquoi le choix est important ou pourquoi la réduction des préjudices fait partie du modèle. Alors dans une perspective politique, j'imagine que c'était plus facile à vendre. » Comme il en a été question plus tôt, il était également important que la demande adressée au gouvernement soit présentée non pas comme une demande de financement supplémentaire, mais comme une « occasion d'améliorer le rapport coût efficacité d'un programme gouvernemental existant ».

Pour un autre informateur clé au gouvernement, en dépit de cette façon de présenter le message, les mises en garde ou les « nuances » accompagnant les résultats financiers avaient elles aussi leur importance pour asseoir la crédibilité des résultats. Pour d'autres informateurs clés, l'idée que les résultats financiers à eux seuls fassent toute la différence était exagérée. Selon une dirigeante de *Chez Soi*, « nous avons réussi à produire un message ou à transmettre des messages qui ont interpellé l'ensemble du spectre politique... La mobilisation des locateurs du marché privé, mettre fin à [l'itinérance] plutôt que de la prolonger, tout ça a trouvé un écho. Un grand nombre d'arguments étaient convaincants et les fonctionnaires ont voulu s'en servir ». Et il ne faut pas oublier l'espoir derrière l'approche, ajoute-t-elle : « c'était un élément d'une solution qui allait peut-être empêcher un programme de prendre fin ».

L'importance des relations entre les chercheurs, les décideurs et les intermédiaires.

l'engagement continu entre les chercheurs et les décideurs. L'un des éléments qui a été mis en lumière était la portée de cet engagement, qui a été décrit comme étant « incessant », une action « tous azimuts », qui a fini par atteindre une masse critique de personnes engagées, tant des fonctionnaires des échelons inférieurs que des décideurs politiques au sommet. Un informateur clé a déclaré ce qui suit : « nous avons tenu des séances d'information en largeur et en profondeur avec le personnel politique, les hauts fonctionnaires et les élus, pas seulement au fédéral, mais aussi au provincial. Je pense qu'ils se sont parlé entre eux. Je pense que c'était comme une lame de fond... ».

Un autre facteur mentionné : la qualité des relations entre les chercheurs et les décideurs et les liens de confiance qui ont permis au projet de ne pas dévier du chemin. Aux dires d'un fonctionnaire gouvernemental :

« Je pense que c'était absolument critique... C'était essentiel pour les conversations qui ont eu lieu au milieu [du projet] pour que tout le monde soit sur la même longueur d'onde et le demeure ou y soit ramené, pour produire ce qu'il fallait pour que les gens au gouvernement comprennent et que ça se répercute sur la politique... C'est comme ça que – je me répète, mais l'équipe de la recherche et les décideurs étaient sur la même longueur d'onde dès le début et ils se comprenaient et s'entendaient bien. Je pense que c'est comme ça qu'on trouve une solution. »

Et finalement, comme on l'a mentionné plus tôt, grâce aux solides relations qui existaient entre les chercheurs et les décideurs, les responsables de *Chez Soi* ont reçu des conseils précieux sur la façon de présenter les résultats. Un certain nombre de fonctionnaires clés ont joué d'importants rôles d'intermédiaires dans ce sens, aidant la CSMC à comprendre l'importance de présenter la demande en termes de rapport coût efficacité et en termes de réorientation d'un programme gouvernemental existant.

Les intervenants clés et leurs rôles

En ce qui concerne les intervenants qui ont contribué à la durabilité de l'initiative, les informateurs clés ont parlé du rôle de la CSMC, d'autres organismes militants alignés et de certains intermédiaires clés à l'intérieur de ces organismes ou au gouvernement.

La Commission de la santé mentale du Canada

En premier lieu, les informateurs clés ont mentionné le rôle de la CSMC qui avait lancé la recherche et exécuté un projet de telle façon que même le gouvernement n'aurait pas pu en faire autant. Ils ont aussi mentionné la position unique de la CSMC, qui a fait que les résultats ont été diffusés efficacement. Un informateur clé qui, compte tenu de la structure de la CSMC, était un haut fonctionnaire du gouvernement et un membre du CA de la CSMC, a dit que la CSMC était « un site récepteur, mais qui agissait en même temps comme canal pour faire connaître les résultats, ce dont beaucoup d'autres recherches n'auraient pas bénéficié. ». Comme un autre intervenant l'a expliqué, la CSMC était positionnée à l'extérieur du gouvernement, mais en même temps, elle occupait une position stratégique dans le contexte fédéral-provincial. « Il s'agit d'un organisme national du domaine de la santé mentale sans lien de dépendance avec le gouvernement fédéral, qui se trouve donc dans une position unique et sans précédent à l'extérieur du cadre de référence constitutionnel de la santé... (et) qui n'était pas dans une impasse comme le gouvernement fédéral l'aurait été s'il avait tenté de mettre sur pied des services cliniques et des services de logement dans cinq provinces quand les soins de santé sont indéniablement de compétence provinciale ». Finalement, les informateurs clés ont mentionné les ressources qui ont été mises à contribution dans le cadre du projet et qui ont eu pour effet « d'amplifier » les résultats, ainsi que les relations gouvernementales et les conseils de certains leaders grâce auxquels les résultats ont pu être formulés efficacement.

Les organismes alignés

Les informateurs clés ont aussi parlé du rôle de soutien joué par l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance (ACMFI) et d'autres organismes (comme le Rond point de l'itinérance) lorsqu'il s'agissait de transmettre un message uniforme sur l'intérêt de *Logement d'abord*. Comme un informateur clé le disait : « Le projet *Chez Soi* est évidemment l'élément clé. Je pense aussi que l'Alliance canadienne a joué un rôle important en ce sens. Je pense que ça s'est cristallisé et que des voix de premier plan à l'échelle nationale ont dit que c'était le chemin à suivre. » L'ACMFI en particulier a été mentionnée

comme organisme qui avait un accès unique en son genre auprès du gouvernement à l'époque. Un informateur clé a fait remarquer que l'ACMFI était en mesure de soutenir le message provenant de *Chez Soi*, mais a également été capable de le convertir « en termes politiques qui rassuraient [le gouvernement] ». Par exemple, l'ACMFI a pu faire valoir le succès du modèle *Logement d'abord* en Alberta et les approches de mise en œuvre sous des administrations conservatrices aux États Unis.

La communauté entourant la SPLI

Des informateurs clés ont également fait ressortir l'importance de la nature communautaire de la SPLI. Grâce à certaines conversations et expériences passées dans le réseau relativement à *Logement d'abord*, certaines graines ont été plantées à l'appui d'un mouvement plus vaste dans cette direction.

Les intermédiaires clés

Des informateurs clés au sein de toutes ces organismes et au sein du gouvernement ont signalé certaines personnes qui ont réussi à faire avancer les choses. Par exemple, une personne qui a été à tour de rôle conseiller politique clé à RHDCC et conseiller au bureau du premier ministre a donné à la CSMC d'importants conseils sur la façon de formuler le message de manière à interpeller les décideurs. Un autre intervenant, le sénateur Kirby, a joué un rôle de premier plan en amenant les intervenants provinciaux et les intervenants fédéraux à une entente.

Limites de la politique

S'agissant de la politique fédérale, quelques informateurs clés ont mentionné certaines limites. Un enjeu qui est ressorti est la nécessité d'adapter le modèle de façon à ce qu'il puisse être mis en œuvre avec relativement moins de ressources que l'initiative *Chez Soi*. D'après lui, *Chez Soi* était une « Cadillac », alors que le gouvernement penchait plus vers le modèle *Streets to Home* de Toronto au moment d'élaborer sa politique. Une préoccupation connexe concernait la fidélité au modèle et sa mise en œuvre d'une façon qui allait donner des résultats. Plus précisément, au moment de la rédaction, une question restait encore à régler, celle de savoir comment les subventions au logement seraient distribuées et qui en assumerait les coûts. D'autres préoccupations ont été soulevées au sujet de la nécessité d'une formation et d'une aide technique sur une base régulière et de la nécessité d'un « rond point » à l'échelle locale qui pourrait réunir les divers intervenants et établir une orientation commune.

ANALYSE

Répercussions théoriques

Selon la théorie des courants de la politique publique (Kingdon, 2005), qui est une forme d'analyse discursive des orientations stratégiques (Fischer, 2003), des changements sont apportés à une politique publique lorsqu'il y a convergence entre un problème, la volonté politique et les orientations stratégiques. Elle postule que le choix du moment joue un rôle important et que la capacité des personnes ou des organismes de tirer profit d'un créneau stratégique qui se présente donne lieu à une convergence des trois éléments. Dans le cas qui nous occupe, le « problème » était la question de savoir quoi faire pour les participants de *Chez Soi* au moment où la fin du projet était imminente, étant donné qu'aucune assurance n'avait été donnée au sujet du maintien du financement. Il s'est révélé que le gouvernement avait lui aussi un défi à relever, c'est à dire décider quoi faire au sujet de la fin imminente de la SPLI – fallait-il l'abolir ou en transférer la responsabilité, vu les conclusions de sa propre étude?

Grâce aux efforts des multiples partenaires, l'idée ou la proposition stratégique qui a passé à l'avant plan était double : accorder du financement de transition au projet *Chez Soi* et parallèlement, réorienter la SPLI afin qu'elle mette l'accent sur le modèle *Logement d'abord*. Pour que cette idée stratégique aille de l'avant, toutefois, le moment devait être opportun. Tandis que la SPLI faisait l'objet d'un examen, les preuves à l'appui du financement de transition ont été présentées, au même moment où l'orientation politique plus vaste était envisagée. De plus, il fallait une volonté politique favorable. Dans le cas qui nous occupe, cela signifiait que des alliés clés devaient être mobilisés, comme le ministre des Finances et des décideurs haut placés au bureau du premier ministre. Et pour ce faire, il fallait avoir accès à ces personnes, mais il fallait aussi être en mesure de formuler l'idée de telle façon qu'elle corresponde au contexte politique du moment. On a donc mis l'accent sur le rapport coût efficacité de *Chez Soi* et on a proposé que cet élément de preuve soit exploité pour améliorer l'efficacité d'un programme existant plutôt que d'élargir l'empreinte gouvernementale, ce qui, selon un informateur clé, aurait été une abomination pour l'administration conservatrice alors au pouvoir.

En somme, la nécessité de prendre une décision au sujet de l'avenir de la SPLI était une occasion à saisir. La crise imminente que susciterait le fait que des personnes vulnérables perdent leur logement a été le facteur de motivation pour adopter une solution qui a finalement permis de régler les deux problèmes. La décision politique plus vaste a été prise en premier, suivie de la décision sur le financement de transition. Rien de tout cela ne se serait produit cependant sans une solide idée stratégique avec à l'appui des preuves « spectaculaires » formulées de façon à ce que l'idée

stratégique soit acceptable dans le contexte politique du moment. Et pour que l'idée soit formulée en de tels termes, des relations étroites et durables avaient besoin d'être forgées entre les chercheurs et les décideurs, et des intermédiaires clés avaient un rôle à jouer pour veiller à ce que le message entourant l'idée stratégique soit transposé en des termes qui se révéleraient convaincants pour les décideurs haut placés.

Répercussions pratiques

Ce projet de recherche-démonstration a eu des répercussions pratiques et des enseignements en ont été tirés. Nous allons voir ci dessous ce qui a bien fonctionné, ce qui a moins bien fonctionné et les leçons qui en ont été tirées.

Ce qui a bien fonctionné

La plupart des informateurs clés ont parlé de l'importance de disposer rapidement de constatations préliminaires pouvant être présentées aux décideurs. Ils pensaient également qu'il était important que ces constatations soient communiquées honnêtement et qu'elles soient nuancées, pour que les limites en ressortent clairement en même temps que les points forts. Cette méthode a en fait renforcé la crédibilité des résultats. L'importance d'une démarche reposant sur la collaboration ayant permis de favoriser une coalition a également été mise en lumière. Les solides relations entre les chercheurs et les décideurs a permis d'harmoniser les attentes en matière de durabilité au moment où il survenait des défis des malentendus à savoir qui était responsable de quoi. Un informateur clé a indiqué que la « générosité d'esprit » que les dirigeants du projet avaient manifestée au lieu de faire preuve de possessivité avait créé un climat qui a permis à des organismes communautaires de s'aligner sur *Chez Soi* et qui a favorisé la cohérence du message transmis au gouvernement. Un autre informateur clé a souligné à quel point il était important que les dirigeants aient les compétences nécessaires pour créer un carrefour dans le cadre duquel des personnes de différents horizons pourraient travailler ensemble plutôt que d'emprunter des chemins séparés.

Ce qui a moins bien fonctionné

Même si les dirigeants du projet ont parlé de la priorité qu'il fallait accorder à la durabilité dès le début du projet, ils ont reconnu qu'il avait été difficile de garder cet enjeu à l'avant plan et de définir des attentes claires dès le départ. De plus, les ressources et le temps que nécessiterait en fin de compte la stratégie de durabilité avaient été sous estimés. Le projet a profité de l'expertise organisationnelle de la CSMC d'entrée de jeu, mais il a fallu du temps pour être en mesure de formuler un message cohérent, et l'ampleur de la campagne de communication est allée bien au delà de ce que les dirigeants du projet avaient envisagé à l'origine. Un certain nombre d'informateurs clés ont aussi parlé de la difficulté intrinsèque d'organiser des projets de démonstration de façon à recueillir des éléments de preuve pour convaincre les décideurs, qui exigent souvent de l'information plus rapidement que les chercheurs sont habitués à la produire. Dans ce cas, les chercheurs ont dû surmonter l'inquiétude que leur causait la présentation de données qui n'avaient pas été validées par des pairs. Selon une informatrice clé, les projets de démonstration de ce genre devraient prévoir la nécessité de financer une période de transition au delà de la fin formelle du projet, ce qui donnerait du temps pour analyser les données recueillies. Elle a ajouté que c'était une lacune dans la conception du projet. D'autres ont par ailleurs parlé de la très grande vitesse et de la complexité de l'initiative dès le début et de la difficulté de faire de la planification proactive des années à l'avance.

LEÇONS APPRISES

Les futurs projets de démonstration pourraient profiter des leçons « durement apprises » dans le cadre de ce projet et si possible, intégrer un financement de transition dans leurs budgets. Autres leçons pratiques apprises : l'importance de formuler toute demande adressée au gouvernement en fonction d'un programme stratégique plus vaste; l'intérêt de disposer de résultats préliminaires à utiliser comme outil d'échange de connaissances; et l'importance de conserver un rôle de « conseiller de confiance » plutôt qu'un rôle de militantisme auprès du gouvernement. Dans le même ordre d'idées, les responsables du projet *Chez Soi* ont appris l'importance d'être réceptifs au contexte des utilisateurs du « savoir », du point de vue des représentants élus et des décideurs administratifs.

RÉFÉRENCES

- Aubry, T., Goering, P., Veldhuizen, S., Adair, C.E., Bourque, J., Distasio, J., Latimer, E., Stergiopoulos, V., Somers, J., Streiner, D. et Tsemberis, S. (2016). *A randomized controlled trial in five Canadian cities of the effectiveness of Housing First with Assertive Community Treatment for persons with serious mental illness and a history of homelessness*, *Psychiatric Services*, 67, p. 275-281.
<http://dx.doi.org/10.1176/appi.ps.201400587>
- Aubry, T., Nelson, G. et Tsemberis, S. (2015). *Housing First for people with severe mental illness who are homeless: A review of the research and findings from the At Home/Chez Soi demonstration project*, *Revue canadienne de psychiatrie*, 60, p. 467-474.
- Aubry, T., Tsemberis, S., Adair, C.E., Veldhuizen, S., Streiner, D., Latimer, E., Sareen, J., Patterson, M., McGarvey, K., Kopp, B., Hume, C. et Goering, P. (2015). *One-year outcomes of a randomized controlled trial of Housing First with SIM in five Canadian cities*, *Psychiatric Services*, p. 463-469.
<http://dx.doi.org/10.1176/appi.ps.201400167>
- Benford, R.D. et Snow, D.A. (2000). *Framing processes and social movements: An overview and assessment*, *Annual Review of Sociology*, 26, p. 611-639.
- Bogenschneider, K. et Corbett, T.J. (2010). *Evidence-based policymaking: Insights from policy-minded researchers and research-minded policymakers*, New York, Routledge.
- Braun, V. et Clarke, V. (2006). *Using thematic analysis in psychology*, *Qualitative Research in Psychology*, 3, p. 77-101. <http://dx.doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>
- Bullock, H., Watson, A. et Goering, P. (2010). *Building for success: Mental health research with an integrated knowledge translation approach*, *Revue canadienne de santé mentale communautaire*, 29 (supplément d'un numéro spécial), p. 9-21.
- Charmaz, K. (2002). *Qualitative interviewing and grounded theory analysis*, dans *Handbook of interview research: Context and method*, ouvrage collectif publié sous la direction de J.F. Gubrium et J.A. Holstein, pp. 675-694, Beverly Hills (Californie), Sage.
- Fischer, F. (2003). *Reframing public policy: Discursive politics and deliberative practices*, Oxford, Oxford University Press.

- Goering, P.N., Streiner, D.L., Adair, C., Aubry, T., Barker, J., Distasio, J., Hwang, S.W., Komaroff, J., Latimer, E., Somers, J. et Zabkiewicz, D.M. (2011). *The At Home/Chez Soi trial protocol: A pragmatic, multi-site, randomised, controlled trial of Housing First for homeless individuals with mental illness in five Canadian cities*, *British Medical Journal Open*, 1:e000323, doi : 10.1136/bmjopen-2011-000323
- Goering, P. et Tsemberis, S. (2014). *Housing First and system/community transformation, dans Community psychology and community mental health: Towards transformative change*, ouvrage collectif publié sous la direction de G. Nelson, B. Kloos et J. Ornela, pp. 278-29, Oxford, Oxford University Press.
- Goering, P., Veldhuizen, S., Nelson, G., Stefancic, A., Tsemberis, S., Adair, C., Distasio, J., Aubry, T., Stergiopoulos, V. et Streiner, D. (2016). *Further validation of the Pathways Housing First Scale*. *Psychiatric Services*, 67, p. 11-114. <http://dx.doi.org/10.1176/appi.ps.201400359>
- Goering, P.N. et Wasylenki, D. (1993). *Promoting the utilization of outcome study results by assuming multiple roles within an organization*, *Evaluation and Program Planning*, 16, p. 329-334.
- Greenhalgh, T. et Fahy, N. (2015). *Research impact in the community-based health sciences: An analysis of 162 case studies from the UK Research Excellence Framework*, *BMC Medicine*, 13, p. 232, doi : 10.1186/s12916-015-0467-4
- Greenhalgh, T. et Russell, J. (2005). *Reframing evidence synthesis as rhetorical action in the policy making drama*, *Healthcare Policy*, 1, p. 31-39.
- Hilgartner, S., Bosk, C.L. (1988). *The rise and fall of social problems: A public arenas model*, *American Journal of Sociology*, 94, p. 53-78.
- Humphreys, K. et Rappaport, J. (1993). *Annual Review of Sociology*, 48, p. 892-901.
- Jacobson, N., Butterill, D. et Goering, P. (2003). *Development of a framework for knowledge translation: Understanding user context*, *Journal of Health Services Research and Policy*, 8, p. 94-99.
- Jacobson, N., Butterill, D. et Goering, P. (2005). *Consulting as a strategy for knowledge transfer*, *The Milbank Quarterly*, 83, p. 299-321.
- Kingdon, J.W. (2005). *Agendas, alternatives and public policies* (2e édition), Boston, Addison-Wesley.

- Macnaughton, E., Nelson, G. et Goering, P. (2013). *Bringing politics and evidence together: Policy entrepreneurship and the conception of the At Home/Chez Soi Housing First initiative for addressing homelessness and mental illness in Canada*, *Social Science and Medicine*, 82, p. 100-107. doi :10.1016/j.socscimed.2013.01.033
- Macnaughton, E., Stefancic, A., Nelson, G., Caplan, R., Townley, G., Aubry, T., McCullough, S., Patterson, M., Stergiopoulos, V., Vallée, C., Tsemberis, S., Fleury, M.-J., Piat, M. et Goering, P. (2015). *Implementing Housing First across sites and over time: Later fidelity and implementation evaluation of a pan-Canadian multi-site Housing First program for homeless people with mental illness*, *American Journal of Community Psychology*, 55, p. 279-291, doi : 10.1007/s10464-015-9709-z
- Nelson, G. (2013). *Community psychology and transformative policy change in the neo-liberal era*, *American Journal of Community Psychology*, 52, p. 211-223, doi : 10.1007/s10464-013-9591-5
- Nelson, G., Caplan, R., MacLeod, T., Macnaughton, E., Goering, P. et Piat, M. (2016). *Durabilité des programmes Chez Soi du modèle Logement d'abord de la Commission de la santé mentale du Canada : Rapport pancanadien*, Ottawa, Commission de la santé mentale du Canada.
- Mintrom, M. et Norman, P. (2009). *Policy entrepreneurship and policy change*, *The Policy Studies Journal*, 37, p. 649-667.
- Nelson, G., Macnaughton, E., Eckerle Curwood, S., Egalité, N., Voronka, J., Fleury, M.-J., Kirst, M., Flowers, L., Patterson, M., Dudley, M., Piat, M. et Goering, P. (2015). *Collaboration and involvement of persons with lived experience in planning Canada's At Home/Chez Soi Project*, *Health and Social Care in the Community*, doi : 10.1111/hsc.12197.
- Nelson, G., Macnaughton, E. et Goering, P. (2015). *What qualitative research can contribute to a randomized controlled trial of a complex community intervention: Lessons learned from the At Home Project for homeless persons with mental illness*, *Contemporary Clinical Trials*, 45, p. 377-384, doi : 10.1016/j.cct.2015.10.007
- Nelson, G., Macnaughton, E., Goering, P., Dudley, M., O'Campo, P., Patterson, M., Piat, M., Prévost, N. et Vallée, C. (2013). *Planning a multi-site complex intervention for people with lived experience of mental illness and homelessness: The relationships between the national team and local sites in Canada's At Home/Chez Soi project*, *American Journal of Community Psychology*, 51, p. 347-358, doi : 10.1007/s10464-012-9554-2

- Nelson, G., Stefancic, A., Rae, J., Townley, G., Tsemberis, S., Macnaughton, E., Aubry, T., Distasio, J., Hurtubise, R., Patterson, M., Stergiopolous, V., Piat, M. et Goering, P. (2014). *Early implementation evaluation of a multi-site Housing First intervention for homeless people with mental illness: A mixed methods approach*, *Evaluation and Program Planning*, 43, p. 16-26. <http://dx.doi.org/10.1016/j.evalprogplan.2013.10.004>
- Savaya, R. et Spiro, S.E. (2012). *Predictors of sustainability of social programs*, *American Journal of Evaluation*, 33, p. 26-43, doi : 10.1177/1098214011408066
- Scheirer, M.A. et Dearing, J.W. (2011). *An agenda for research on the sustainability of public health programs*, *American Journal of Public Health*, 101, p. 2059-2067, doi : 10.2105/ajph.2011.300193
- Schell, S.F., Luke, D.A., Schooley, M.W., Elliott, M.B., Herbers, S.H., Mueller, N.B. et Bunger, A.C. (2013). *Public health program capacity for sustainability: A new framework*, *Implementation Science*, 8, p. 15, doi : 10.1186/1748-5908-8-15
- Stanhope, V. et Dunn, K. (2011). *The curious case of Housing First: The limits of evidence based policy*, *International Journal of Law and Psychiatry*, 34, p. 275-282, doi : 10.1016/j.ijlp.2011.07.006
- Steadman, H.J. et coll. (2002). *Successful program maintenance when federal demonstration dollars stop: The Access program for homeless mentally ill persons*, *Administration and Policy in Mental Health*, 29, p. 481-493.
- Stergiopoulos, V., Hwang, S.W., Gozdzik, A., Nisenbaum, R., Latimer, E., Rabouin, D., Adair, C.E., Bourque, J., Connelly, J., Frankish, J., Katz, L.Y., Mason, K., Misir, V., O'Brien, K., Sareen, J., Schutz, C.G., Singer, A., Streiner, D.L., Vasiliadis, H.-M. et Goering, P.N. (2015). *Effect of scattered-site housing using rent supplement and intensive case management on housing stability among homeless adults with mental illness: A randomized controlled trial*, *Journal of the American Medical Association*, 313, p. 905-915, doi :10.1001/jama.2015.1163
- Stirman, S. W., Kimberly, J., Cook, N., Calloway, A., Castro, F. et Charns, M. (2012). *The sustainability of new programs and innovations: A review of the empirical literature and recommendations for future research*, *Implementation Science*, 7, p. 17, doi : 10.1186/1748-5908-7-17

- Wandersman, A., Duffy, J., Flaspohler, P., Noonan, R., Lubell, K., Stillman, L., Blachman, M., Dunville, R. et Saul, J. (2008). *Bridging the gap between prevention research and practice: The interactive systems framework for dissemination and implementation*, *American Journal of Community Psychology*, 41, p. 171-181, doi :10.1007/s10464-008-9174-z
- Westley, F., Antadze, N., Riddell, D.J., Robinson, K. et Geobey, S. (2014). *Five configurations for scaling up social innovation: Case examples from nonprofit organizations from Canada*, *Journal of Applied Behavioral Science*, 50, p. 234-260, doi : 10.1177/0021886314532945

ANNEXE A

Script de recrutement des informateurs clés à l'échelle nationale

Je vous écris pour vous inviter à participer à une recherche sur la phase de durabilité du projet de démonstration de l'initiative *Chez Soi* de la Commission de la santé mentale du Canada (la CSMC). Le but de cette recherche est de comprendre l'histoire de la durabilité des programmes *Chez Soi* de la CSMC. Par « durabilité », on entend le maintien du financement des suppléments de loyer et des équipes de SIM et de SIV, la préservation des partenariats locaux, l'expansion/la diffusion de *Logement d'abord* (y compris les changements dans la politique), le maintien en poste du personnel et sa formation continue, le maintien d'un degré élevé de fidélité aux principes du programme et les adaptations locales du modèle *Logement d'abord*.

Les résultats de cette recherche seront utilisés pour informer d'autres administrations qui sont intéressées à planifier et à soutenir des initiatives semblables. Les enquêteurs principaux de ce projet de recherche sont le Dr Geoffrey Nelson, du Département de psychologie de l'Université Wilfrid Laurier, la Dre Paula Goering, du Centre de toxicomanie et de santé mentale et du Département de psychiatrie de l'Université de Toronto, et la Dre Myra Piat, du Département de psychiatrie de l'Université McGill. Une dizaine de personnes qui ont joué un rôle clé pour la durabilité de ce projet seront interviewées dans le cadre de cette recherche. La Dre Paula Goering, du Centre de toxicomanie et de santé mentale (CTSM) de Toronto, est la chercheuse principale dans le cadre de ce projet et elle a proposé les noms de certaines personnes, dont vous faites partie, qu'il serait bon d'interviewer pour cette recherche. Vous trouverez un complément de renseignements au sujet de la recherche dans la lettre d'information ci jointe.

ANNEXE B

Lettre d'information des informateurs clés à l'échelle nationale

au sujet de la recherche sur la durabilité d'un projet de démonstration en matière d'itinérance et de santé mentale mené par la Commission de la santé mentale du Canada

Dr Geoffrey Nelson, Université Wilfrid Laurier

Dre Paula Goering, Centre de toxicomanie et de santé mentale et Université de Toronto

Dre Myra Piat, Hôpital Douglas et Université McGill

Nous vous invitons à participer à une recherche sur la durabilité du projet de démonstration en matière d'itinérance et de santé mentale de la Commission de la santé mentale du Canada (la CSMC). Par « durabilité », on entend le maintien du financement des suppléments de loyer et des équipes de SIM et de SIV, la préservation des partenariats locaux, l'expansion/la diffusion de *Logement d'abord* (y compris les changements dans la politique), le maintien en poste du personnel et sa formation continue, le maintien d'un degré élevé de fidélité aux principes du programme et les adaptations locales du modèle *Logement d'abord*.

Le but de cette recherche est de comprendre l'histoire de la durabilité du projet *Chez Soi* qui a été mené par la CSMC, telle que vous la voyez. Les résultats de cette recherche seront utilisés pour informer d'autres administrations qui sont intéressées à planifier des initiatives semblables. Les chercheurs principaux de ce projet de recherche sont le Dr Geoffrey Nelson, du Département de psychologie de l'Université Wilfrid Laurier, la Dre Paula Goering, du Centre de toxicomanie et de santé mentale et du Département de psychiatrie de l'Université de Toronto, et la Dre Myra Piat, du Département de psychiatrie de l'Université McGill. Une dizaine de personnes qui ont joué un rôle de premier plan dans la durabilité de l'initiative *Chez Soi* seront interviewées dans le cadre de la recherche. La Dre Paula Goering, du Centre de toxicomanie et de santé mentale de Toronto, qui est la chercheuse principale de ce projet, nous a proposé de vous inviter à participer à cette recherche.

À propos de cette recherche

Cette recherche s'inscrit dans le cadre des projets de recherche-démonstration en matière de santé mentale et d'itinérance menés par la Commission de la santé mentale du Canada, car vous avez joué un rôle important dans leur durabilité. Cet aspect de la recherche comprend des entrevues individuelles qui seront menées par un membre de l'équipe de recherche nationale, soit le Dr Geoff Nelson, la Dre Myra Piat ou le Dr Eric Macnaughton. L'entrevue aura lieu à un endroit et à une heure qui vous conviendront et elle pourrait même se faire au téléphone.

Pendant les entrevues, les chercheurs vous poseront des questions sur la durabilité du projet en matière d'itinérance et de santé mentale de la CSMC à Vancouver, à Winnipeg, à Toronto, à Montréal ou à Moncton. Nous vous remettrons les questions à l'avance pour que vous puissiez réfléchir à vos réponses. Vous êtes libre de ne pas répondre aux questions ou de sauter toute question qui vous sera posée. L'entrevue durera environ une heure. Avec votre consentement, le chercheur ou la chercheuse fera un enregistrement audio de l'entrevue. Si vous ne consentez pas à ce que l'entrevue soit enregistrée, nous ne pourrons pas vous interviewer. Il n'y a aucune tromperie dans cette recherche.

Risques

Nous ne pensons pas que votre participation à cette entrevue entraîne de risque important pour votre bien être. Si votre participation au stade de la conception du projet a été une expérience difficile ou émotionnellement intense pour vous, il se peut que cette expérience vous revienne à l'esprit.

Avantages

Nous pensons que votre participation à cette étude aura des bienfaits importants. L'occasion qui vous sera donnée de réfléchir à la part que vous avez eue dans la durabilité du projet *Chez Soi* de la CSMC vous sera peut être bénéfique. Vos vues sur la durabilité du projet pourront profiter à d'autres administrations qui songent à planifier et à financer des initiatives semblables. Finalement, les résultats de l'étude apporteront une contribution à la littérature sur les façons dont les programmes du type *Logement d'abord* ont réussi à se maintenir dans différents contextes communautaires.

Confidentialité

Vos réponses aux questions de l'entrevue demeureront confidentielles, en ce sens que votre nom ne sera pas associé à ce que vous direz pendant l'entrevue. Tout ce que vous direz demeurera confidentiel et privé et votre nom ne sera associé d'aucune façon à vos réponses. Toutefois, compte tenu du nombre limité de personnes qui seront interviewées dans le cadre de cette recherche et comme le rôle que vous avez joué dans la durabilité du projet de la CSMC a peut être été unique, il sera peut être impossible de présenter des extraits de vos propos en préservant votre identité aux yeux de certaines personnes qui connaissent le projet ou des groupes et personnes qui y ont pris part. Nous n'associerons pas votre nom aux extraits tirés de l'entrevue à moins que vous n'y ayez consenti. Vous pouvez refuser que des extraits de l'entrevue soient associés à votre nom, mais si vous ne nous autorisez pas à utiliser des extraits anonymes de vos propos, nous ne serons pas en mesure d'utiliser votre entrevue.

Tous les fichiers audio des entrevues enregistrées sur support numérique seront conservés dans un serveur sécurisé (protégé par un mot de passe) à l'université Wilfrid Laurier qui n'est accessible qu'au Dr Geoffrey Nelson et aux personnes qui feront la transcription des fichiers, c'est à dire Mme Jessica Noble et Mme Lindsay Shaw. Les transcriptions des entrevues seront conservées dans un classeur verrouillé dans le bureau de recherche du Dr Nelson. Tous les fichiers audio et toutes les transcriptions sur papier seront détruits au plus tard le 31 décembre 2020.

Rémunération

Vous ne recevrez pas de rémunération pour participer à l'entrevue.

Personne-ressource

Si vous avez des questions au sujet de l'étude ou des procédures à tout moment ou si vous éprouvez des effets indésirables à la suite de votre participation à cette étude, vous pouvez communiquer avec le Dr Geoffrey Nelson, de l'Université Wilfrid Laurier, au 519 884 0710, poste 3314; avec la Dre Paula Goering, du Centre de toxicomanie et de santé mentale, au 416 979 6844, poste 4747; ou avec la Dre Myra Piat, de l'Université McGill, au 514 761 6131, poste 2521. Ce projet a été examiné et approuvé par le Comité d'éthique de la recherche de l'Université Wilfrid Laurier. Si vous estimez ne pas avoir été traité(e) selon les modalités décrites dans ce formulaire ou si vous estimez que vos droits en tant que participant(e) à la recherche n'ont pas été respectés dans le cadre de ce projet, vous pouvez communiquer avec le Dr Bob Basso, président du Comité d'éthique de la recherche de l'Université Wilfrid Laurier, par courriel à l'adresse rbasso@wlu.ca ou par téléphone au 519 884 0710, poste 5225.

Participation

Votre participation à cette étude est purement volontaire et vous avez le droit de décider de ne pas participer à la recherche. Votre décision de participer ou de ne pas participer à l'étude n'aura aucune répercussion sur votre relation avec les projets de recherche-démonstration en matière de santé mentale et d'itinérance de la CSMC. Si vous vous retirez de l'étude, nous ne transcrivons aucune de vos réponses à l'entrevue. Vous avez le droit de ne pas répondre à quelque question que ce soit ou de ne pas participer à quelque procédure que ce soit sans pénalité.

Rétroactions et publication

L'information provenant de cette recherche sera utilisée dans des rapports sur la planification et le processus d'élaboration des propositions dans chacun des cinq sites de démonstration ainsi que dans un rapport global sur l'ensemble des sites qui sera produit par l'équipe de recherche nationale. Les résultats de cette recherche vous seront transmis par la CSMC d'ici décembre 2016. De plus, nous nous proposons de présenter les résultats de la recherche lors de conférences professionnelles et scientifiques et de les publier dans des revues professionnelles et scientifiques.

Où puis-je obtenir de l'aide ou des ressources supplémentaires si j'en ai besoin?

Si vous avez des questions au sujet de la collecte de cette information, n'hésitez pas à communiquer avec les personnes suivantes :

Dr Geoffrey Nelson
Département de psychologie
Université Wilfrid Laurier
Waterloo (Ontario) N2L 3C5
Téléphone : 519 884 0710, poste 3314
Courriel : gnelson@wlu.ca

Dre Paula Goering
Centre de toxicomanie et de santé mentale
33, rue Russell
4e étage, Tour T427
Toronto (Ontario) M5S 2S1

Téléphone : 416 979 6844
Courriel : Paula.Goering@camh.ca

Dre Myra Piat
Département de psychiatrie
Université McGill
Verdun (Québec)
Téléphone : 514 761 6131, poste 2521
Courriel : myra.piat@douglas.mcgill.ca

Dr Bob Basso, président du Comité d'éthique de la recherche
Université Wilfrid Laurier
Waterloo (Ontario) N2L 3C5
Téléphone : 519 884 0710, poste 5225
Courriel : rbasso@wlu.ca

Formulaire de consentement

Recherche sur la durabilité des projets de recherche-démonstration de la Commission de la santé mentale du Canada en matière de santé mentale et d'itinérance

J'ai reçu un exemplaire de la **Lettre d'information**. Je l'ai lue ou on m'en a fait la lecture et je la comprends. Elle décrit ma participation à la recherche et l'information que je serai appelé(e) à fournir.

J'accepte de participer à une entrevue individuelle pour cette recherche.

Oui _____ Non _____

J'accepte qu'un enregistrement audio de l'entrevue soit fait.

Oui _____ Non _____

Je comprends que des passages de mes réponses pourront être cités dans des rapports publiés et j'y consens.

Oui _____ Non _____

Je consens à ce que mon nom soit associé aux citations qui seront tirées de l'entrevue à laquelle je vais me prêter.

Oui _____ Non _____

Signature du participant/de la participante _____

Date _____

Signature du chercheur/de la chercheuse _____

Date _____

ANNEXE C

Guide d’entrevue auprès des informateurs clés à l’échelle nationale dans le cadre de la recherche sur la durabilité de *Chez Soi*

Merci de participer à cette entrevue, dont le but est de vous demander ce que vous savez au sujet de la durabilité des programmes *Chez Soi* de la Commission de la santé mentale du Canada (la CSMC).

Aux fins de cette recherche, on entend par « durabilité » le maintien du financement des suppléments de loyer et des équipes de SIM et de SIV, la préservation des partenariats locaux, l’expansion/la diffusion de *Logement d’abord* (y compris les changements dans la politique), le maintien en poste du personnel et sa formation continue, le maintien d’un degré élevé de fidélité aux principes du programme et les adaptations locales du modèle *Logement d’abord*. De plus, nos questions porteront sur la période entre janvier-mai 2012 (la période de mise en œuvre ultérieure et d’évaluation de la fidélité) et mars 2015.

Nous croyons qu’il est très important de comprendre la durabilité du programme et ce qui fait que le programme a duré ou n’a pas duré. L’entrevue durera moins d’une heure.

Avant de commencer, examinons le formulaire de consentement. Vous pourrez ensuite décider si vous voulez participer à l’entrevue. [L’intervieweur passe en revue la lettre d’information et le formulaire de consentement avec le participant.]

Avez-vous des questions avant de commencer? [L’intervieweur répond aux questions du participant et lui demande de remplir le formulaire de consentement et de le lui remettre.] Maintenant, je vais mettre l’enregistreur audio en marche.

L’entrevue d’aujourd’hui portera sur les changements qui se sont produits dans les programmes *Chez Soi* de la CSMC dans chacun des sites depuis la fin de la phase de démonstration.

Changements dans la politique fédérale et le financement fédéral

Parlez-moi des changements qu’il y a eu récemment dans la politique fédérale et le financement fédéral pour les programmes de lutte contre l’itinérance au Canada. Questions d’approfondissement :

1. Qu’est-ce qui a changé?
2. Quand ce changement s’est-il produit?
3. D’après vous, qu’est-ce qui a entraîné ces changements dans la politique et le financement?

4. Quels sont les joueurs clés qui ont été à l'origine de ce changement?
5. Quelles stratégies ont été efficaces dans ce changement?
6. Quel rôle l'Alliance canadienne pour mettre fin à l'itinérance a-t-elle joué dans ce changement?
7. Quel rôle la Commission de la santé mentale du Canada a-t-elle joué dans ce changement?
8. Quel rôle les constatations tirées de la recherche sur l'initiative *Chez Soi* ont-elles joué dans ce changement?
9. Quels autres éléments ont été importants dans l'histoire des changements dans la politique fédérale et le financement fédéral pour les programmes de lutte contre l'itinérance au Canada?
10. Quelles ont été les limites du changement et de quoi aura-t-on besoin à l'avenir?

Politique provinciale – histoire de la durabilité de l'initiative *Chez Soi* dans les cinq sites

(À noter que cette section ne sera pas pertinente ou ne sera pas utilisée pour certains participants.)

1. Veuillez me parler de la durabilité du projet *Chez Soi* telle que vous la voyez. Questions d'approfondissement :
 - Qu'est-ce qui s'est maintenu?
 - Qu'est-ce qui ne s'est pas maintenu?
 - Qu'est-ce qui a changé?
 - Quelles stratégies ont été utilisées par les sites et la CSMC pour favoriser la durabilité?
 - Qui ont été les principaux acteurs de l'histoire de la durabilité?
 - Comment le contexte communautaire a-t-il influencé la durabilité?
 - Comment le contexte des politiques et du financement a-t-il influencé la durabilité?
 - Qu'est-ce qui a bien fonctionné pour favoriser la durabilité?
 - Qu'est-ce qui n'a pas marché?
 - Pourquoi les programmes ont-ils été maintenus dans leur forme initiale, modifiés ou abolis?
 - De quelle façon l'initiative *Chez Soi* a-t-elle contribué à modifier la politique provinciale?
2. Veuillez décrire le financement de chacun des programmes offerts à votre site depuis la fin de la phase de démonstration.
 - a. Veuillez décrire le financement pour les subventions de logement / suppléments de loyer. (Questions d'approfondissement : montant du financement, source du financement.)
 - b. Veuillez décrire le financement pour les équipes de SIM et de SIV. (Questions d'approfondissement : montant du financement, source du financement)

3. Veuillez décrire tout changement qui s'est produit dans les partenariats aux sites depuis la fin de la phase de démonstration. (Questions d'approfondissement : gouvernement, partenaires de la santé mentale, personnes ayant un vécu expérientiel, partenaires en matière de logement, locateurs, autres partenaires.)
4. Indiquez dans quelle mesure les programmes *Logement d'abord* sont devenus un élément normal du système de services à votre site pour les itinérants aux prises avec la maladie mentale. (Questions d'approfondissement : les organismes qui parrainent *Logement d'abord*; les impacts positifs ou négatifs de l'intégration.)
5. Des efforts ont-ils été faits à votre site pour élargir ou diffuser à plus grande échelle la formule *Logement d'abord*? Dans l'affirmative, veuillez les décrire.
6. Dans quelle mesure y a-t-il eu roulement du personnel des équipes locales qui s'est répercuté sur la durabilité du programme? Décrivez la formation continue qu'offrent les programmes dans le cadre de la démarche *Logement d'abord*.
7. À votre avis, dans quelle mesure les programmes *Logement d'abord* existants ou restants sont-ils demeurés fidèles au modèle *Logement d'abord*? (Questions d'approfondissement : choix de logement et structure, séparation du logement et des services, philosophie du service, gamme de services, structure du programme. Note : l'intervieweur/l'intervieweuse se sera familiarisé(e) avec ces critères d'évaluation de l'échelle de fidélité à *Logement d'abord*.)
8. Quels facteurs ont influencé la durabilité dans les cinq sites du projet? Questions d'approfondissement :
 - Quelles stratégies, actions, mesures ont été menées pour promouvoir la durabilité de *Logement d'abord* à votre site?
 - Quelle(s) personne(s) du site et de la CSMC étaient impliquées dans ces stratégies, actions et mesures?
 - Qui a été à la tête des efforts de durabilité à ce site?
 - Quels organismes ont soutenu les efforts de durabilité?
 - Quelle était la cible de ces stratégies, actions, mesures de durabilité ou sur quoi ou sur qui ont-elles mis l'accent?
 - Veuillez décrire le contexte communautaire du site et indiquer comment il a facilité ou entravé la durabilité.
 - Veuillez décrire le contexte des politiques et du financement du site et indiquer comment il a facilité ou entravé la durabilité.

- Quel rôle les conclusions de la recherche ont-ils joué dans les efforts de durabilité?
- Qu'est-ce qui a été fait pour influencer la politique?

À la fin de l'entrevue

Y a t il d'autre chose que vous aimeriez ajouter au sujet de la durabilité de *Chez Soi* avant que nous mettions fin à l'entrevue?

En conclusion, j'aimerais que vous me parliez de vos expériences (ce que vous ressentez, ce que vous pensez) dans le cadre de cette entrevue. Y a t il quoi que ce soit que nous pourrions faire pour améliorer l'entrevue?

Maintenant, je vais arrêter l'enregistreur audio. Avez vous des questions à me poser?

CONTACT

CENTRE FOR RESEARCH ON INNER CITY HEALTH

St. Michael's Hospital
30 Bond Street
Toronto, Ontario M5B 1W8
T:416-360-4000



Commission de
la santé mentale
du Canada

Mental Health
Commission
of Canada



Commission de la santé mentale du Canada

350, rue Albert, bureau 1210
Ottawa (Ontario) K1R 1A4

Tél. : 613.683.3755
Télééc. : 613.798.2989

info@commissionsantementale.ca
www.commissionsantementale.ca

[@MHCC_](#) [/theMHCC](#) [/1MHCC](#) [@theMHCC](#)
[/Mental Health Commission of Canada](#)